

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEPAN EUROPE SA

CHEMIN JONGKIND
BP 127
38340 Voreppe

Références : 2025 - Is178SPF
Code AIOT : 0006103282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement STEPAN EUROPE SA implanté CHEMIN JONGKIND BP 127 38340 Voreppe. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEPAN EUROPE SA
- CHEMIN JONGKIND BP 127 38340 Voreppe
- Code AIOT : 0006103282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société STEPAN EUROPE exploite, sur la commune de Voreppe, une usine de production de produits chimiques de spécialité, notamment des produits tensio-actifs, utilisés dans divers domaines : détergents, désinfectants et adoucissants ménagers, cosmétiques, pharmaceutique, produits phytosanitaires, production de plastiques et caoutchoucs, industrie pétrolière...

L'exploitation du site de Voreppe (38) est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2008-11718 du 22 décembre 2008 modifié. Les installations industrielles sont constituées de 2 ateliers de fabrication (atelier C et atelier G) comportant chacun plusieurs réacteurs ; 1 atelier d'enfûtage ; plusieurs magasins et réservoirs de stockage ; 1 laboratoire ; 1 bâtiment de maintenance.

L'établissement STEPAN EUROPE est classé Seveso seuil haut par dépassement direct du seuil sur plusieurs rubriques ICPE de substances dangereuses (liquides inflammables, dangereux pour l'environnement, cancérogènes). Il relève également de la réglementation IED pour l'activité de fabrication en quantité industrielle de produits chimiques organiques.

Les ateliers de production fonctionnent 24h/24. Le site compte environ 180 salariés dont 90 personnes sur la partie opérationnelle (production), le site abritant également certaines fonctions support du groupe Europe.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques liés à la mise en œuvre de produits inflammables, toxiques et dangereux pour l'environnement aquatique ;
- les rejets aqueux issus des différents ateliers ;
- les rejets atmosphériques issus des différents ateliers, comprenant des rejets de composés organiques volatils (dont COV à mention de danger).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets aqueux – Respect des valeurs limites - Hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 4.5.2, modifié par l'arrêté préfectoral du 16/11/2020	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rejets aqueux – Contrôles de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets atmosphériques – Contrôle de l'efficacité des systèmes de traitement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 3.1 et arrêté ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Surveillance des rejets – Mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article 58 et arrêté préfectoral du 08/03/2011 article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rejets atmosphériques - Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 3.8.1, modifié par l'arrêté préfectoral du 08/03/2011	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été relevé une non-conformité concernant le flux annuel de COV CMR rejeté en 2024. Cette non-conformité est liée à plusieurs dysfonctionnements de l'oxydateur thermique après son remplacement en 2023. L'exploitant a indiqué que depuis octobre 2025, l'oxydateur est en fonctionnement stable avec un abattement des COV efficace.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS dans les émulseurs anti-incendie (Suite de l'inspection du 16/04/2025)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 16/04/2025
Prescription contrôlée : <u>Interdiction du PFOA (acide perfluorooctanoïque)</u> > Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. [...] 4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028. 4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles. [...] 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5. On entend par «mousse anti-incendie» tout mélange destiné à lutter contre les incendies, ce qui inclut, sans s'y limiter, les concentrés de mousses anti-incendie et les solutions de mousses anti-incendie permettant de produire de la mousse. <u>Notification des stocks de PFOA</u> > Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de

la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans :

- a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ;
- b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.[...]

Réglementation de la somme des PFAS

> Règlement (UE) 2025/1988 de la Commission du 2 octobre 2025 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les substances per- et polyfluoroalkylées dans les mousses anti-incendie

ANNEXE

À l'annexe XVII du règlement (CE) no 1907/2006, l'entrée suivante est ajoutée :

82. Les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont définies comme toute substance contenant au moins un atome de carbone méthyle (CF₃) ou méthylène (CF₂) entièrement fluoré (sans qu'aucun atome H/Cl/Br/I n'y soit lié).

1. Ne peuvent être mises sur le marché ou utilisées à partir du 23 octobre 2030 dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de toutes les PFAS.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas:

- a) à l'acide perfluorooctane sulfonique (PFOS), ses sels et les composés C₈F₁₇SO₃X apparentés au PFOS, à l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA, et à l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS), ses sels et les composés apparentés au PFHxS relevant de l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021;
- b) aux acides perfluorocarboxyliques linéaires et ramifiés de la formule C_nF_{2n+1}-C(=O)OH où n = 8, 9, 10, 11, 12 ou 13 (PFCA en C₉-C₁₄), y compris leurs sels et leurs combinaisons faisant l'objet d'une restriction prévue à l'entrée 68;
- c) à l'acide undécafluorohexanoïque (PFHxA), ses sels et substances apparentées au PFHxA, pour les utilisations faisant l'objet d'une restriction prévue à l'entrée 79.

[...]

6. Par dérogation au paragraphe 1, les PFAS peuvent être utilisés dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS :

a) jusqu'au 23 avril 2027 pour:

- i) la formation et les essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre les incendies, pour autant que tous les rejets soient contenus ;
- ii) les services publics d'incendie et les services privés d'incendie exerçant la fonction de service public d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin;

b) jusqu'au 31 décembre 2030 dans les extincteurs portatifs;

c) jusqu'au 23 octobre 2035 dans les cas visés au paragraphe 5, point c).

[...]

7. À compter du 23 octobre 2026, l'utilisation des PFAS dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS, conformément au paragraphe 1 et au paragraphe 6, point c), est soumise aux conditions du présent paragraphe. L'utilisateur :

- a) veille à ce que les mousses anti-incendie ne soient utilisées que pour les incendies impliquant des liquides inflammables (feux de classe B);
- b) réduit les émissions dans les milieux environnementaux et l'exposition humaine directe et indirecte aux

mousses anti-incendie à un niveau aussi bas que possible sur les plans technique et pratique;

c) veille à la collecte séparée des stocks de mousses anti-incendie non utilisées et des déchets contenant des PFAS, y compris les eaux usées, provenant de l'utilisation de mousses anti-incendie, lorsque cela est techniquement et pratiquement possible, et s'assure qu'ils fassent l'objet d'un traitement approprié de manière que la teneur en PFAS soit détruite ou transformée de manière irréversible;

d) établit un "plan de gestion des mousses anti-incendie contenant des PFAS" propre au lieu où seront utilisées les mousses anti-incendie contenant des PFAS, qui doit comprendre:

- i) des précisions sur les conditions d'utilisation et les volumes de mousses anti-incendie sur le site, documentant la manière dont les conditions énoncées au point b) sont remplies;
- ii) des informations sur la collecte et le traitement approprié conformément au point c);
- iii) des précisions sur le type et les méthodes de nettoyage et d'entretien des équipements;
- iv) les plans à mettre en œuvre en cas de fuite/déversement accidentel de mousse anti-incendie, y compris, le cas échéant, la documentation des actions de suivi;
- v) une stratégie de remplacement des mousses anti-incendie contenant des PFAS par des mousses anti-incendie sans fluor.

Le plan de gestion est réexaminé chaque année et conservé pendant au moins quinze ans à des fins d'inspection, sur demande, par les autorités compétentes.

[...]

9. À compter du 23 octobre 2026, les utilisateurs de mousse anti-incendie contenant des PFAS veillent à ce que les stocks de mousses anti-incendie non utilisées et les déchets contenant des PFAS, y compris les eaux usées, provenant de l'utilisation de mousses anti-incendie, soient étiquetés conformément au paragraphe 10 lorsque la concentration de la somme de tous les PFAS est égale ou supérieure à 1 mg/L. À moins que le ou les États membres concernés n'en conviennent autrement, l'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres où les stocks de mousses anti-incendie non utilisées et les déchets contenant des PFAS, y compris les eaux usées, provenant de l'utilisation de mousses anti-incendie sont générés et seront traités.

10. Aux fins des paragraphes 8 et 9, l'étiquetage comporte la mention suivante: «AVERTISSEMENT: Contient des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS». Ces informations sont indiquées de manière visible, lisible et indélébile.

[...]

Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 16/04/2025 :

Demande de justificatifs n°1 : L'exploitant devra fournir la liste des PFAS, et de leurs composés apparentés, contenus dans les émulseurs SOLBERG ARTIC, ANSULITE et FILMOPOL 3 en réinterrogeant les fournisseurs ou, en l'absence de réponse, en faisant analyser ces émulseurs. Dans ce cas, l'analyse devra porter a minima sur les PFAS listées dans le tableau ci-après* et selon la méthode TOP Assay.

Si les résultats montrent que les émulseurs contiennent des PFAS réglementées (PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14, PFHxA), l'exploitant devra présenter un plan de substitution de ces émulseurs, de nettoyage des installations ayant été en contact avec ces émulseurs et d'élimination de ces émulseurs et des eaux de nettoyage.

Si les résultats montrent que les émulseurs contiennent uniquement des PFAS non réglementés, l'Inspection invite l'exploitant à réfléchir à l'opportunité de substituer, à titre plus volontariste, ces émulseurs par des émulseurs sans PFAS à moyen terme compte tenu de l'impact des PFAS sur l'environnement.

Demande de justificatifs n°2 : L'entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) interdit, à partir du 10 avril 2026, la mise sur le marché et certaines utilisations de mousses anti incendie contenant du PFHxA à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels. L'exploitant transmettra son positionnement concernant ces interdictions 4a) (capacités de rétention en cas de formation ou d'essais) et si nécessaire un plan de substitution et d'élimination de l'émulseur FILMOPOL 3 (et des éventuelles eaux de nettoyage) en vue de respecter le calendrier réglementaire d'interdiction d'utilisation des émulseurs contenant du PFHxA.

Réponses de l'exploitant par courrier du 19/09/2025 :

Concernant l'émulseur des systèmes de sprinklage des ateliers C et G, l'exploitant indique que contrairement à ce qui avait été indiqué lors de la précédente visite d'inspection, l'émulseur utilisé dans les systèmes de sprinklage des ateliers C et G est de l'émulseur SKUM ARC 3x3 UG du fournisseur SKUM et non pas de l'ANSULITE 3. Il précise que lors de la mise en route de l'installation en 2019, un changement d'émulseur a été décidé pour des raisons environnementales. L'exploitant indique que, d'après les informations fournies par son fournisseur qu'il a ré-interrogé, l'émulseur SKUM ARC 3x3 UG ne contient pas de PFOS, PFOA, ni PFHxS en tant que composants ajoutés intentionnellement. De plus, cet émulseur ne contient pas de PFHxA en tant que composant ajouté intentionnellement, mais les produits chimiques utilisés dans sa fabrication, des C6-PFAS, sont des substances apparentées au PFHxA au sens du règlement (UE) 2024/2462. Dans certaines conditions et au fil du temps, elles peuvent donc se dégrader en PFHxA. L'exploitant indique également avoir suspendu les essais et formations avec cet émulseur et engagé une étude pour substituer cet émulseur par un émulseur sans PFAS.

Concernant l'émulseur du bac M1 et des canons à mousse, l'exploitant indique que d'après les informations du fournisseur, l'émulseur SOLBERG ARTIC FOAM 603 F ATC 3 % x 3 % ne contient pas de PFOS, mais contient du PFOA. Il indique disposer de 3 m³ de cet émulseur et avoir engagé une étude pour le substituer par un émulseur sans PFAS.

Concernant l'émulseur FILMOPOL 3 contenu dans les réserves mobiles, l'exploitant indique que d'après les informations du fournisseur, cet émulseur ne contient pas de PFOS, ni PFOA, mais contient du PFHxA en concentration supérieure à 25 ppb (entre 400 et 470 ppb). Il indique avoir suspendu son utilisation dans le cadre d'exercices ou de formations et prévoir la substitution de cet émulseur par un émulseur sans PFAS en 2026.

Constats :

- Émulseur des systèmes de sprinklage des ateliers C et G (SKUM ARC 3x3 UG)

L'exploitant ne dispose pas d'une analyse des concentrations en PFAS contenues dans l'émulseur SKUM ARC 3x3 UG. Il a présenté le courrier de son fournisseur qui indique juste que la concentration en PFHxA est inférieure à 25 ppm (25 mg/kg) et qu'il contient des substances apparentées au PFHxA.

En l'absence de résultats d'analyses précis, il est considéré que l'émulseur SKUM ARC 3x3 UG contient une concentration en PFHxA supérieure à 25 ppb (25 µg/kg) pour la somme du PFHxA ou une concentration supérieure à 1 000 ppb (1 mg/kg) pour la somme des composés apparentés au PFHxA et une concentration totale en PFAS supérieure à 1 mg/L (1 ppm). En conséquence :

- à compter du 10/04/2026, les formations avec cet émulseur seront interdites ;
- à compter du 23/10/2026, des conditions d'utilisation de cet émulseur seront imposées (cf. points 7, 9 et 10 de l'entrée 82 de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 modifié par le règlement 2025/1988).
- à compter du 23/10/2035, l'utilisation de cet émulseur sera interdite.

Interrogé sur la substitution de cet émulseur par un émulseur sans PFAS, l'exploitant a indiqué être en train d'étudier les modifications à apporter à son installation pour la rendre compatible avec un émulseur sans PFAS et étudier également l'efficacité d'une extinction sans émulseur.

- Émulseur du bac M1 et des canons à mousse (SOLBERG ARTIC FOAM 603 F ATC 3 % x 3 %)

L'entrée relative au PFOA dans le règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants a été modifiée le 04 août 2025. Il a été introduit un paragraphe 4bis qui augmente à 1 mg/kg la concentration en PFOA (et 10 mg/kg pour les composés apparentés aux PFOA) pour l'utilisation des mousses anti-incendie destinées à l'extinction d'un feu de combustibles liquides jusqu'au 03/08/2028. Au-delà de cette date, les émulseurs contenant du PFOA avec une concentration supérieure ou égale à 0,025 mg/kg seront interdits.

En résumé :

- à compter du 03/12/2025, l'utilisation de l'émulseur contenant du PFOA en concentration supérieure ou égale à 1 mg/kg sera interdite.
- à compter du 03/08/2028, l'utilisation de l'émulseur contenant du PFOA en concentration supérieure ou égale à 0,025 mg/kg sera interdite ;
- est déjà interdite l'utilisation de cet émulseur pour les formations (et pour les essais si les effluents ne sont pas contenus).

L'exploitant ne dispose pas d'une analyse de la concentration en PFOA contenue dans l'émulseur SOLBERG ARTIC FOAM 603 F ATC 3 % x 3 %.

En l'absence de résultats d'analyses précis, il est considéré que l'émulseur SOLBERG ARTIC FOAM 603 F ATC 3 % x 3 % contient une concentration en PFOA supérieure à 1 mg/kg. En conséquence, sauf à fournir des résultats d'analyses de cet émulseur qui démontreraient que la concentration en PFOA est inférieure à 1 mg/kg, **l'utilisation de cet émulseur sera interdite à compter du 03/12/2025.**

Interrogé sur la substitution de cet émulseur par un émulseur sans PFAS, l'exploitant a indiqué être en train de finaliser les études pour modifier les diffuseurs et doseurs des déversoirs à mousse afin de les rendre compatibles avec un émulseur sans PFAS.

Interrogé par ailleurs sur la déclaration de son stock d'émulseur contenant des PFOA à la DGPR, l'exploitant a indiqué ne pas avoir encore réalisé cette déclaration.

Observation n°1 : L'exploitant veillera à procéder à la déclaration de son stock d'émulseurs contenant des PFOA à la DGPR en application de l'article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants. Cette demande est renouvelée annuellement si nécessaire.

- Émulseur des réserves mobiles (FILMOPOL 3)

L'exploitant ne dispose pas d'une analyse des concentrations de l'ensemble des PFAS contenus dans l'émulseur FILMOPOL 3.

Toutefois, cet émulseur ayant une concentration en PFHxA supérieure à 25 ppb d'après les informations du fournisseur, les formations avec cet émulseur seront interdites à compter du 10/04/2026.

En l'absence de résultats d'analyses précis pour la somme des PFAS, il est considéré que l'émulseur FILMOPOL 3 contient une concentration en somme des PFAS supérieure à 1 mg/L. En conséquence :

- à compter du 23/10/2026, des conditions d'utilisation de cet émulseur seront imposées (cf. points 7, 9 et 10 de l'entrée 82 de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 modifié par le règlement 2025/1988).
- à compter du 23/10/2035, l'utilisation de cet émulseur sera interdite.

L'exploitant a indiqué que la substitution de cet émulseur ne pose pas de difficulté, mais il souhaiterait utiliser la même référence d'émulseur sans PFAS que celle qui sera choisie pour les autres installations du site. C'est pourquoi, il n'a pas encore remplacé cet émulseur, mais prévoit de procéder à ce remplacement en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024
Prescription contrôlée : > Arrêté ministériel du 02/02/1998 <u>Article 15</u> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Non-conformité n° 1 (déjà signalée) :</u> L'exploitant ne relève pas hebdomadairement (voire quotidiennement si le débit dépasse 100 m ³ /j) son compteur d'eau de ville contrairement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 2 février 1998.
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : L'exploitant indique avoir sollicité le Pays Voironnais, gestionnaire du réseau, pour changer les compteurs d'eau à l'entrée du site. Le Pays Voironnais a répondu favorablement et avait planifié le remplacement des deux compteurs le 15/10/2024. Le compteur principal a bien été remplacé, mais le remplacement du second a été reporté à 2025 en raison d'une erreur des services techniques du Pays Voironnais. Ce second compteur, comptant la consommation du réseau d'eau incendie, ne représentait que 4 % de la consommation d'eau potable annuelle totale du site en 2024.
Constats : L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter les relevés de ses consommations d'eau. L'exploitant a indiqué que lors du remplacement du compteur principal, un relevé automatique en continu a été mis en place. Les consommations instantanées, journalières, hebdomadaires, mensuelles et annuelles sont reportées dans l'outil Ultivision. Depuis cet outil, l'Inspection a constaté que la consommation d'eau de l'exploitant oscillait autour des 100 m ³ /j en juillet et août 2025. L'exploitant est donc tenu de procéder à un relevé quotidien de sa consommation d'eau conformément à l'article 15 de l'arrêté du 2 février 1998, ce qu'il faisait bien jusqu'à août 2025. Il n'y a plus de résultats à partir de septembre 2025. L'exploitant a indiqué que le système de report de la consommation d'eau est tombé en panne, mais le compteur reste fonctionnel. La pièce à changer est actuellement en commande. Dans l'attente de la réparation du système de report des données, l'exploitant relève en local les compteurs d'eau tous les mois. Interrogé sur le remplacement du compteur dédié au réseau incendie, l'exploitant a indiqué que le Pays Voironnais ne l'a toujours pas remplacé. Il n'a donc toujours pas de relevé quotidien de ce deuxième compteur. Observation n°2 : Suite au dysfonctionnement du report des données du compteur d'eau principal, l'exploitant ne relève plus quotidiennement sa consommation d'eau. L'exploitant mettra en œuvre les actions correctives nécessaires pour se remettre en conformité avec les dispositions

de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Il relancera également le Pays Voironnais pour le remplacement du compteur d'eau incendie afin d'être en mesure de disposer d'un relevé quotidien de ce deuxième compteur et ainsi de la consommation totale d'eau du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux – Respect des valeurs limites – Hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 4.5.2												
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024												
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/08 modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2020-11-04 du 16/11/2020</u> <u>Annexe 3</u> 4.5.2. Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier, de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux constituant l'annexe 3 du présent arrêté [...] • Point de rejet : station d'épuration urbaine AQUANTIS. [...]												
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Code SANDRE</th><th>Mode de prélèvement</th><th>Fréquence de la mesure</th><th>Concentration maximale</th><th>Flux journalier maximal</th></tr></thead><tbody><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>7009</td><td>Echantillonnage 24 h</td><td>Hebdomadaire</td><td>10 mg/L</td><td>1,2 kg/jour</td></tr></tbody></table> [...]	Paramètres	Code SANDRE	Mode de prélèvement	Fréquence de la mesure	Concentration maximale	Flux journalier maximal	Hydrocarbures totaux	7009	Echantillonnage 24 h	Hebdomadaire	10 mg/L	1,2 kg/jour
Paramètres	Code SANDRE	Mode de prélèvement	Fréquence de la mesure	Concentration maximale	Flux journalier maximal							
Hydrocarbures totaux	7009	Echantillonnage 24 h	Hebdomadaire	10 mg/L	1,2 kg/jour							
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : ➤ <u>Non-conformité n° 2 (déjà signalée) :</u> Les derniers résultats d'analyses des hydrocarbures totaux renseignés dans GIDAF (février 2024) montrent encore des dépassements des valeurs limites en concentration et en flux. L'exploitant précisera les résultats des investigations menées sur les matières premières et les actions engagées pour réduire la charge en HCT des rejets aqueux.												
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : L'exploitant indique avoir mené des investigations complémentaires sur les matières premières utilisées et sur les méthodes de fabrication pour trouver l'origine des hydrocarbures. Il a identifié un lien entre les concentrations élevées en HCT et la production d'ester amines à l'atelier C. L'étude des distillats d'ester amines produits sur les réacteurs 3 et 5 a conduit l'exploitant à suspecter un lien avec les matières premières utilisées. L'exploitant a donc rappelé à ses fournisseurs ses exigences concernant l'absence de conservateurs de type BHT marquant en hydrocarbures dans les matières premières qui lui sont livrées. L'exploitant indique avoir également révisé ses consignes de montée en température lors de la production d'ester amines. Enfin, si ces actions ne sont pas suffisantes, l'exploitant indique qu'il va étudier la possibilité de traiter ces distillats en interne ou en externe. Ces distillats représentent environ 1 300 t d'effluents. Il envisage d'isoler ces distillats dans une rétention afin de mesurer l'impact sur ses rejets et étudier un système de traitement des distillats.												

Constats :

Les résultats d'autosurveillance en HCT depuis début 2025 montrent toujours des dépassements de la valeur limite, notamment en mai et juin 2025 avec des valeurs de 21,9 et 18,3 mg/l, mais les concentrations sont toutefois en baisse par rapport aux concentrations mesurées en 2024.

L'exploitant n'a pas encore trouvé l'origine des pics d'hydrocarbures encore observés ponctuellement.

Il est à noter que le contrôle de recalage de décembre 2024 montrait une différence de 475 % sur le paramètre HCT entre les résultats du laboratoire ABIOLAB, qui réalise l'autosurveillance de l'exploitant et qui n'est pas accrédité sur le paramètre HCT, et les résultats du laboratoire SGS, qui rend son analyse sous accréditation. Sur ce contrôle de recalage, les concentrations mesurées par SGS étaient conformes aux valeurs limites prescrites, alors que les concentrations mesurées par ABIOLAB ne l'étaient pas. Lors du contrôle de recalage de février 2025 entre ces deux mêmes laboratoires, la différence de résultats était à 23 % et les deux concentrations mesurées étaient conformes aux valeurs limites.

Afin d'évaluer la variabilité des résultats d'analyses sur un même échantillon, l'exploitant prévoit de réaliser une analyse des HCT d'un même échantillon auprès d'un troisième laboratoire accrédité sur ce paramètre.

Observation n°3 : L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats des analyses comparatives sur le paramètre hydrocarbures des trois laboratoires (dont deux accrédités sur ce paramètre) et précisera, d'une part, les suites données au choix du laboratoire pour son autosurveillance et, d'autre part, son plan d'actions si les résultats en hydrocarbures continuent de dépasser régulièrement les valeurs limites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets aqueux – Mesure de la DCO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 4.5.2					
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024					
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/08 modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2020-11-04 du 16/11/2020</u> <u>Annexe 3</u> 4.5.2. Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier, de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux constituant l'annexe 3 du présent arrêté [...] • Point de rejet : station d'épuration urbaine AQUANTIS. [...]					
Paramètres	Code SANDRE	Mode de prélèvement	Fréquence de la mesure	Concentration maximale	Flux journalier maximal
DCO	1314	Echantillonnage 24 h	Hebdomadaire	5 350 mg/L	535 kg/jour
[...]					
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Observation n° 1 (déjà signalée)</u> : L'exploitant fait analyser le paramètre ST-DCO (code SANDRE 6396) au lieu du paramètre DCO (code SANDRE 1314) prescrit à l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2008-11718 du 22 décembre 2008. L'exploitant doit démontrer la corrélation entre ces deux paramètres dans ses rejets afin de vérifier si la mesure de ST-DCO répond à la prescription.					
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : L'exploitant a fait réaliser un contrôle de recalage avec le laboratoire SGS afin de comparer les résultats en DCO et en ST-DCO à partir d'un même échantillon. Les résultats montrent une même concentration de 1 690 mg/l avec une incertitude de plus ou moins 20 % pour l'analyse de la DCO et une incertitude de plus ou moins 38 % pour l'analyse ST-DCO. L'exploitant précise qu'il a dû envoyer son échantillon en Belgique pour faire l'analyse de la DCO car en France la plupart des laboratoires ne veut plus mesurer la DCO car la méthode d'analyse nécessite l'utilisation de produits classés CMR.					
Constats : Compte tenu des résultats des analyses comparatives entre DCO et ST-DCO, l'Inspection n'est pas opposée à ce que l'exploitant réalise à présent l'analyse de la ST-DCO en remplacement de l'analyse de la DCO.					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 5 : Rejets aqueux – Contrôles de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III														
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024														
Prescription contrôlée : > Arrêté ministériel du 02/02/1998 <u>Article 58-III</u> III.-[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.														
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Non-conformité n° 3 (déjà signalée)</u> : L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle de recalage pour les paramètres DBO5, HCT, naphtalène, azote global pour lesquels le laboratoire ABIOLAB, qui réalise l'autosurveillance périodique, n'est pas agréé, contrairement aux dispositions de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.														
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : L'exploitant indique avoir fait une campagne de recalage en décembre 2024 avec le laboratoire SGS afin de comparer les résultats avec ceux rendus par le laboratoire ABIOLAB qui n'est pas agréé pour les paramètres DBO5, HCT, naphtalène et azote global. Les résultats montrent une bonne corrélation pour les paramètres DBO5 et azote avec un taux de différence inférieur à 20 %.														
	<table><tr><th></th><th>DBO5</th><th>Azote</th></tr><tr><td>ABIOLAB</td><td>810 mg/L</td><td>41,1 mg/L</td></tr><tr><td>SGS</td><td>680 mg/L (+/- 25%)</td><td>45 mg/L (+/- 40%)</td></tr><tr><td>% de différence</td><td>19%</td><td>9%</td></tr></table>		DBO5	Azote	ABIOLAB	810 mg/L	41,1 mg/L	SGS	680 mg/L (+/- 25%)	45 mg/L (+/- 40%)	% de différence	19%	9%	
	DBO5	Azote												
ABIOLAB	810 mg/L	41,1 mg/L												
SGS	680 mg/L (+/- 25%)	45 mg/L (+/- 40%)												
% de différence	19%	9%												
En revanche, pour les paramètres naphtalène et hydrocarbures totaux, les résultats ont montré des disparités importantes avec des taux de différence de 88 % et 475 % :														
	<table><tr><th></th><th>Naphtalène</th><th>Hydrocarbures totaux</th></tr><tr><td>ABIOLAB</td><td><2,5 µg/L</td><td>12 mg/L</td></tr><tr><td>SGS</td><td>21,04 µg/L (+/- 39%)</td><td>2,086 mg/L (+/- 40%)</td></tr><tr><td>% de différence</td><td>-88%</td><td>475%</td></tr></table>		Naphtalène	Hydrocarbures totaux	ABIOLAB	<2,5 µg/L	12 mg/L	SGS	21,04 µg/L (+/- 39%)	2,086 mg/L (+/- 40%)	% de différence	-88%	475%	
	Naphtalène	Hydrocarbures totaux												
ABIOLAB	<2,5 µg/L	12 mg/L												
SGS	21,04 µg/L (+/- 39%)	2,086 mg/L (+/- 40%)												
% de différence	-88%	475%												
Par conséquent, l'exploitant a prévu de refaire une nouvelle campagne de recalage en février 2025.														

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats de la campagne de recalage de février 2025 réalisée sur les paramètres DBO5, Azote, Naphtalène et hydrocarbures totaux. Les résultats confirment une bonne corrélation pour les paramètres DBO5 et Azote. En revanche, pour le naphtalène et les hydrocarbures totaux, les résultats confirment des disparités importantes dans les résultats entre les deux laboratoires.

	Naphtalène	Hydrocarbures totaux
ABIOLAB	200 µg/L	4,76 mg/L
SGS	74 µg/L	6 mg/L
% de différence	+ 167 %	-23 %

Comme indiqué dans la fiche de constat n°3 pour les hydrocarbures totaux, l'exploitant prévoit également de faire réaliser une analyse comparative pour le paramètre naphtalène sur un même échantillon auprès d'un troisième laboratoire accrédité sur ce paramètre.

Observation n°4 : L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats des analyses comparatives sur le paramètre naphtalène des trois laboratoires (dont deux accrédités sur ce paramètre) et précisera les suites données au choix du laboratoire pour son autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques – Contrôle de l'efficacité des systèmes de traitement des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 3.1
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024
Prescription contrôlée : > <u>Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/2008</u> <u>Article 3.1 - Généralités</u> [...] Des campagnes de mesures, au minimum annuelles, de l'efficacité des installations de traitement des gaz sont régulièrement effectuées en fonction du programme de production. Les mesures consistent en un dosage des éléments chimiques identifiés comme traceurs des émissions spécifiques aux synthèses réalisées, sur la base, notamment, du dossier sécurité des procédés défini à l'article 2 paragraphe 7.3. Ces mesures sont réalisées en amont et en aval du dispositif de traitement des gaz. Les résultats des mesures sont consignés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et lui sont transmis à sa demande. [...] > <u>Arrêté ministériel du 02/02/1998</u> <u>Article 19</u> Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.[...]
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Observation n° 2 :</u> Le rapport de contrôle de l'efficacité du laveur de DMS réalisé par SOCOTEC le 05/06/2024 indique une concentration en DMS de 0 mg/Nm ³ en amont du laveur. Cette valeur semble aberrante si la mesure a été réalisée pendant un dépotage de DMS. Le rapport de SOCOTEC n'indique pas si un dépotage de DMS était en cours lors des mesures. L'exploitant devra vérifier si les mesures d'efficacité du laveur de DMS ont bien été réalisées lors d'un dépotage de DMS et vérifier auprès de SOCOTEC s'il y a eu une anomalie au niveau des résultats des mesures. <u>Non-conformité n° 4 :</u> Les condenseurs, visant à réduire les émissions atmosphériques des cuves de stockage, ne sont pas entretenus de manière régulière pour leur permettre d'atteindre leur potentiel d'efficacité maximal contrairement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/2008.
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : Concernant le contrôle de l'efficacité du laveur, l'exploitant indique avoir fait réaliser une nouvelle mesure sur le laveur de DMS en s'assurant qu'il y avait bien un dépotage de DMS en cours au moment de la mesure. Les résultats de cette seconde mesure sont identiques à ceux de la première campagne, à savoir 0 mg/Nm ³ en amont et en aval du laveur. L'exploitant a demandé des explications à SOCOTEC qui a réalisé les mesures. L'explication donnée par SOCOTEC est que la méthode d'analyse utilisée fait que le DMS est masqué par l'un des réactifs mis en œuvre. Une modification du protocole de prélèvement et d'analyse a été proposée et sera mise en œuvre lors des mesures de 2025. Concernant le contrôle de l'efficacité des condenseurs visant à réduire les émissions atmosphériques des cuves de stockage, l'exploitant indique qu'il va mettre en place un contrôle

des condenseurs (delta de température, encrassement...) en 2025 pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Mais il considère que ces appareils de conception basique n'ont pas de raisons particulières de mal fonctionner. Il ajoute avoir mené une étude sur la régulation accompagnant leur fonctionnement. Il en ressort que la régulation pourrait expliquer les différences de performance entre les différents condenseurs du site. Des essais vont être menés lors des prochaines campagnes de contrôle de leur efficacité en 2025.

Constats :

- Laveur de DMS

Lors des deux précédentes campagnes de mesures, l'exploitant n'avait pas été en mesure de démontrer l'efficacité du laveur de DMS étant donné que la méthode d'analyse utilisée masquait le DMS par l'un des réactifs mis en œuvre.

L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser une nouvelle mesure sur le laveur de DMS le 23 juin 2025 avec une nouvelle méthode d'analyse et a présenté le rapport afférent. Le rapport précise que la mesure a été réalisée pendant un dépotage de DMS et met en évidence une concentration en DMS de 62,5 mg/Nm³ en amont du laveur. En revanche, il n'y a pas eu de mesure en aval du laveur de DMS lors de ce dépotage. En l'absence de mesure de la concentration en DMS en aval du laveur, l'efficacité du laveur de DMS ne peut pas être démontrée.

Demande de justificatifs n°1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'efficacité du laveur de DMS. L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne de mesure du DMS en amont et en aval du laveur de DMS pendant un dépotage de DMS afin d'évaluer l'efficacité du laveur.

- Condenseurs

L'exploitant n'a pas encore identifié l'origine du faible taux d'efficacité de certains condenseurs, mais a initié un plan d'entretien des condenseurs en commençant par le condenseur de la cuve d'IPA. Ce condenseur a fait l'objet d'un nettoyage en juillet 2025 et l'exploitant prévoit de réaliser un nettoyage de toute la ligne de l'atelier à la cuve d'IPA lors de l'arrêt technique prévu en décembre 2025.

Observation n°5 : L'exploitant évaluera l'impact du nettoyage du condenseur de la cuve d'IPA sur l'efficacité du condenseur par une nouvelle mesure en amont et aval du condenseur et comparera le résultat aux mesures avant nettoyage (66 % d'efficacité en juin 2025 sur le condenseur IPA). Il veillera à procéder à l'entretien de l'ensemble des condenseurs du site. En l'absence d'amélioration de l'efficacité des laveurs après nettoyage, l'exploitant poursuivra sa recherche de l'origine de la faible efficacité de certains condenseurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques – Installations de traitements des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024
Prescription contrôlée : > Arrêté ministériel du 02/02/1998 <u>Article 19</u> Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Observation n° 3 :</u> Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de traitement des rejets atmosphériques devraient être consignés dans un registre de manière à s'assurer que les causes des incidents ont été identifiées et que des actions correctives ont été apportées et de manière à intégrer aux bilans annuels la synthèse des causes des indisponibilités des installations de traitement. <u>Observation n° 4 :</u> Les dispositions prévues par l'exploitant pour limiter les émissions atmosphériques en cas d'indisponibilité d'une installation de traitement pourraient être formalisées.
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : Concernant l'enregistrement des incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de traitement des rejets atmosphériques, l'exploitant indique que les incidents majeurs sont enregistrés dans son système STEMS. Des indicateurs relatifs au fonctionnement de l'oxydateur thermique ont été mis en place afin de suivre son fonctionnement en terme de temps et de performance. Concernant la formalisation des dispositions à prendre en cas d'indisponibilité d'une installation de traitement, l'exploitant indique qu'il prévoit de compléter le mode opératoire précisant les règles de traitement des différentes productions.
Constats : L'exploitant a présenté le système de suivi des incidents de l'oxydateur thermique qu'il a mis en place. Les incidents considérés comme majeurs sont ceux qui conduisent à un temps d'arrêt de l'oxydateur ou au dépassement de VLE. Chaque arrêt de l'oxydateur est enregistré. Les causes de l'incident sont recherchées essentiellement pour les arrêts supérieurs à une heure.

Un indicateur quotidien a été mis en place relatif aux incidents sur l'oxydateur thermique pour identifier au plus tôt un début de séquence dégradée.

Le système mis en place par l'exploitant montre une amélioration du suivi des incidents liés aux installations de traitement des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets – Mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024
Prescription contrôlée : >Arrêté Ministériel du 02/02/1998 <u>Article 58</u> III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. > Arrêté préfectoral n°2011067-0025 du 08/03/2011 <u>Article 3</u> [...] La surveillance des émissions atmosphériques comprendra, a minima une campagne complète tous les trois ans ou par tiers annuellement. Les nouvelles productions doivent faire l'objet d'une campagne de mesure dans l'année qui suit la première fabrication. Ces campagnes sont menées selon les dispositions suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. Émissions canalisées<ul style="list-style-type: none">- Les mesures se font pour chaque type de fabrication et par atelier ou chaîne de production sur la durée d'un batch ou sur une période déterminante justifiée si la mesure en continu est techniquement impossible.2. Émissions diffuses<ul style="list-style-type: none">- Bassin de lissage des eaux usées- Cuves : une mesure ou calcul sur la base de méthodes reconnues sur les cuves nouvelles / réévaluation sur les autres.- Autres émissions diffuses : les mesures des années antérieures pourront être utilisées si l'exploitant démontre que les installations et leur utilisation n'ont pas été notablement modifiées. L'exploitant peut réaliser une partie des prélèvements et des mesures. La méthodologie retenue et les résultats sont validés par un organisme (agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées) qui effectue la campagne de mesures. Le bilan des résultats et l'analyse globale par rapport au présent arrêté sont élaborés et signés par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : <u>Non-conformité n° 5</u> : Les émissions atmosphériques de l'atelier d'enfûtage (canalisées) ne font pas l'objet d'un contrôle annuel par un organisme agréé contrairement aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2011067-0025 du 08/03/2011. <u>Observation n° 5</u> : Le rapport de contrôle annuel des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique réalisé par SOCOTEC le 18/03/2024 ne présente que les résultats des COV détectés et quantifiés. Ainsi, il ne permet pas de savoir quels COV annexe III et quels COV CMR

ont été recherchés. L'exploitant doit établir clairement la liste des COV annexe III et des COV CMR susceptibles d'être émis par ses installations et s'assurer que tous les COV listés soient mesurés lors des contrôles par l'organisme agréé. La liste détaillée des substances recherchées doit être clairement présentée dans le rapport du laboratoire réalisant le contrôle.

En outre, les conditions de fonctionnement détaillées lors des mesurages doivent être présentées dans le rapport du laboratoire (fabrications en cours, etc.).

Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 :

Concernant les rejets atmosphériques de l'atelier d'enfûtage, l'exploitant indique qu'une modification du conduit collectant les émissions du poste d'enfûtage va être réalisée afin de permettre la réalisation de mesures.

Concernant les rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique, l'exploitant indique que les rapports 2025 intégreront les conditions de fonctionnement des installations mesurées et la liste des substances recherchées.

Constats :

- Rejets de l'atelier d'enfûtage

Le conduit des émissions du poste d'enfûtage a été modifié en mars 2025. Lors de la visite, l'Inspection a constaté la modification réalisée.

À l'issue de ces travaux, l'exploitant a fait réaliser une mesure des émissions de l'atelier d'enfûtage pendant une opération d'enfûtage de Stepantex (produit fini du site représentant le tonnage annuel le plus important). L'exploitant a présenté le rapport de cette mesure réalisée en mai 2025.

- Rejets de l'oxydateur thermique

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle annuel des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique. Le contrôle a été réalisé le 05/08/2025 par SOCOTEC.

Lors de cette mesure les COV totaux, l'ensemble des COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, l'acétaldéhyde et le formaldéhyde ont été recherchés et mesurés. En revanche, le rapport n'indique pas la concentration en acroléine, ni en composés aromatiques (hormis le benzène) pour lesquels une VLE spécifique est fixée dans l'arrêté préfectoral n°2008-11718 modifié par l'arrêté n°2011067-0025. De plus, d'après la liste des COV CMR susceptibles d'être émis sur le site et qui ne sont pas inclus dans les COV Annexe III figure le toluène. Or, le toluène n'apparaît pas dans la liste des paramètres mesurés en sortie de l'oxydateur dans le rapport présenté.

En outre, le rapport n'indique pas les conditions de fonctionnement des installations pendant la mesure. L'exploitant a indiqué que le rapport présenté n'est pas encore le rapport définitif et qu'il va être complété avec les conditions de fonctionnement lors de la mesure.

Demande de justificatifs : L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées le rapport final de la mesure des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique réalisé le

05/08/2025 par SOCOTEC. Il s'assurera que ce rapport présente les conditions de fonctionnement des installations pendant la mesure et l'ensemble des résultats des paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral n°2008-11718 modifié par l'arrêté n°2011067-0025 si ces paramètres ont bien été mesurés. Les COV CMR recherchés pourraient être clairement identifiés dans le rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rejets atmosphériques - Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 3.8.1	
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024	
Prescription contrôlée :	
> Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/2008	
<u>Article 3.8 - Qualité des effluents gazeux</u>	
3.8.1 Les rejets à l'atmosphère (émissions canalisées, émissions diffuses et fugitives) doivent satisfaire les valeurs limites fixées par l'annexe 1 et sont contrôlés selon les dispositions définies à l'annexe 1 du présent arrêté.[...]	
> Arrêté préfectoral n°2011067-0025 du 08/03/2011	
<u>Article 3</u>	
[...] ANNEXE 1	
VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR [CANALISÉES + DIFFUS]	
Valeurs limites	
Composés globaux	Émissions atmosphériques globales
COV Totaux	14 000 kg/an pour un niveau de production de 46 000 t/an 16 000 kg/an pour un niveau de production de 66 000 t/an 18 000 kg/an pour un niveau de production de 86 000 t/an 20 000 kg/an pour un niveau de production de 106 000 t/an
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998	220 kg/an
COV présentant les phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61	18 kg/an
Composés spécifiques	Émissions atmosphériques globales
Acroléine	5,1 kg/an
Acétaldéhyde	492 kg/an
Formaldéhyde	5,6 kg/an
Aromatiques (assimilés à l'éthylbenzène selon l'étude Rly.1233b/A.10193/C.9A3838 de burgeap 8 juin 2005)	8 700 kg/an
Les valeurs limites d'émissions sont exprimées en COV vrais. [...]	
> Arrêté ministériel du 02/02/1998	
<u>Article 27</u>	
- COVNM : 50 mg/m ³ ou 20 mg/m ³ si rendement épuration > 98 %	
- COV annexe III : 20 mg/m ³ si flux > 0,1 kg/h	
- COV CMR (H340, H350, H350i, H360D, H360F) : 2 mg/m ³ si flux > 10 g/h	
- formaldéhyde : 2 mg/m ³	
- NOX : 100 mg/m ³ [art. 27, 7°a, car utilisation d'une technique d'oxydation]	
- CH4 : 50 mg/m ³ [art. 27, 7°a, car utilisation d'une technique d'oxydation]	
- CO : 100 mg/m ³ [art. 27, 7°a, car utilisation d'une technique d'oxydation]	
- SOX (300 mg/m ³ si flux > 25 kg/h)	
- poussières (100 mg/m ³ si flux > 1 kg/h)	

Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 :

Observation n° 6 : Dans GEREPE, l'exploitant a déclaré 198 733 kg/an de COVNM, calculés à partir de son plan de gestion des solvants. L'exploitant n'a pas été en mesure lors de la visite d'expliquer la différence importante de résultats entre la quantité de COV déclarée dans GEREPE et celle calculée dans son bilan annuel COV.

Non-conformité n° 6 : La quantité de COV CMR émise sur l'année 2023 dépasse la valeur limite fixée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2011067-0025 du 08/03/2011.

Observation n° 7 : Les bilans annuels COV établis par l'exploitant ne précisent pas quels sont les COV annexe III et les COV CMR pris en compte dans les calculs d'émission de COV. En outre, dans le bilan annuel COV 2023, la quantité de COV CMR calculée semble ne prendre en compte que les « COV R45/H350 ». Or, les COV R46, R49, R60 et R61 (H340, H330, H360) doivent également être pris en compte. D'une manière générale, l'Inspection considère que l'exploitant doit établir la liste des COV annexe III et des COV CMR susceptibles d'être émis par ses installations et faire figurer cette liste dans les bilans annuels COV.

Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 :

Concernant la différence importante de résultats entre la quantité de COV déclarée dans GEREPE et celle calculée dans son bilan annuel COV, l'exploitant l'explique par la différence entre les deux méthodes de calcul. La quantité de COV déclarée dans GEREPE s'appuie sur la méthode du plan de gestion des solvants basée sur un bilan matière. Celle calculée dans le bilan annuel COV est basée sur les mesures réglementaires réalisées annuellement.

Concernant le dépassement de la valeur limite de la quantité de COV CMR, l'exploitant explique que les émissions en 2023 ont été plus importantes en raison notamment du remplacement de l'oxydateur thermique qui a nécessité plus d'un an au fournisseur pour le régler correctement. Il indique également qu'au-delà de ce problème ponctuel qui a été réglé, la majorité des émissions diffuses proviennent des bassins de traitement des eaux. Un projet de couverture est à l'étude en 2025 pour limiter ces émissions.

Concernant les bilans annuels COV, l'exploitant indique que la liste des substances CMR sera explicitée dans le bilan COV 2024.

Constats :

- Respect des valeurs limites

Le bilan COV de l'année 2024 montre que les valeurs limites en flux annuels des COV totaux, COV annexe III et des COV spécifiques nommément désignés dans l'arrêté préfectoral sont respectés. En revanche, la valeur limite des COV CMR (18 kg/an) qui était dépassée en 2023 est encore dépassée en 2024 (37 kg en 2024).

Non-conformité n° 1 : La quantité de COV CMR émise sur l'année 2024 (37 kg) dépasse encore la valeur limite (18 kg/an) fixée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2011067-0025 du 08/03/2011. Cette non-conformité avait déjà été constatée sur l'année 2023.

L'exploitant explique cette non-conformité par les dysfonctionnements répétés de l'oxydateur thermique après son remplacement. Il indique que depuis octobre 2025, l'oxydateur fonctionne correctement.

La liste des substances COV Annexe III et COV CMR prises en compte dans les calculs d'émission de COV n'est toujours pas explicitée dans le bilan COV 2024.

Interrogé sur la liste des COV CMR susceptibles d'être émis par les installations du site, l'exploitant a montré qu'il dispose bien d'une liste des COV CMR présents dans les matières premières et des COV CMR susceptibles d'être émis par dégradation dans le procédé de fabrication.

Observation n°6 : L'exploitant intégrera dans ses bilans annuels COV la liste des COV Annexe III et des COV CMR susceptibles d'être émis par le site et pris en compte dans les calculs des COV émis.

- Émissions des bassins de traitement des eaux

Interrogé sur l'étude relative à la couverture des bassins de traitement des eaux pour limiter leurs émissions de COV, l'exploitant a indiqué que cette solution n'a finalement pas été retenue car la couverture envisagée n'est pas compatible avec le système de déshuilage et de bullage présent dans les bassins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 04/10/2024
Prescription contrôlée : > Arrêté Ministériel du 02/02/1998 <u>Article 28-1</u> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. > Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/2008 <u>Article 3.6 - Bilan des Composés Organiques Volatils</u> L'exploitant met en place un bilan de gestion des Composés Organiques Volatils mentionnant, notamment, les entrées (matière premières, réactifs, recyclage) et les sorties (produits finis, recyclage externe, déchets, émissions atmosphériques et aqueuses, consommation par les réactions) de COV des installations. Ce plan est transmis annuellement à l'inspecteur des installations classées.
Rappel des constats relevés lors de l'inspection du 04/10/2024 : ➤ <u>Observation n° 8</u> : L'exploitant devra expliquer l'écart significatif observé entre les émissions atmosphériques calculées avec le plan de gestion des solvants et les émissions atmosphériques estimées à partir des mesures et des volumes d'activités. En outre, l'exploitant devra expliciter dans son PGS comment les résultats du contrôle annuel des émissions canalisées donnés en équivalent carbone sont convertis en quantité de solvant pour établir la donnée O1 du PGS.
Réponses de l'exploitant par courrier du 14/03/2025 : L'exploitant indique que le plan de gestion des solvants est basé sur un bilan matière prenant en compte de nombreux paramètres, dont certains sont théoriques, alors que le bilan annuel COV est basé sur les mesures réglementaires réalisées annuellement. La conversion en équivalent carbone sera intégrée au prochain plan de gestion.
Constats : L'exploitant a transmis son plan de gestion des COV de l'année 2024. Ce plan de gestion, tel que réalisé, paraît surestimer les émissions atmosphériques et donne des résultats qui ne sont pas cohérents avec les émissions calculées à partir des mesures triennales de COV par type de fabrication. Plusieurs approximations du plan de gestion pourraient en partie expliquer cet écart de résultats :

- pour le paramètre I1 (solvants achetés et utilisés) du plan de gestion, la part de solvant réel dans les matières premières utilisées. L'exploitant considère 100 % de solvant pour la plupart des matières utilisées. Il pourrait être vérifié si ces données sont exactes à partir des fiches techniques des matières premières ;
- pour le paramètre O1 (rejets canalisés), les concentrations en COV mesurées dans les rejets atmosphériques exprimées en équivalent carbone ne sont pas converties en quantité de solvants en appliquant un facteur de corrélation adapté à la composition des mélanges à l'origine de ces rejets de COV.

Observation n°7 : L'Inspection considère que l'exploitant devrait réviser son plan de gestion des solvants au regard du guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants établi par l'Ineris en 2009.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des réseaux enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 4.3.4
Prescription contrôlée : > Arrêté préfectoral n°2008-11718 du 22/12/08 <u>Article 4.3.4</u> Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués de manière au minimum quinquennale, donneront lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté son tableau de suivi des tronçons des réseaux d'eaux enterrés. Ce tableau de suivi montre que les tronçons qui n'avaient pas pu être contrôlés en 2023, à savoir entre le regard R18 et l'enfûtage et toute la partie ouest du site du réseau eaux polluables (tronçons de RB824 à RB832), ont bien été contrôlés en décembre 2024 et en 2025. Le tableau de suivi attribue une cotation de gravité aux dommages constatés sur les tronçons contrôlés. Le tronçon R18-R17 a été identifié comme très dégradé et a été condamné car trop endommagé et difficilement réparable du fait de sa localisation le long de l'oxydateur thermique. Par conséquent, l'exploitant a créé un nouveau tronçon en parallèle en remplacement de l'ancien. D'autres tronçons sont identifiés comme présentant des dégradations. Des actions correctives, telles qu'un chemisage, sont prévues pour certains tronçons et un suivi renforcé est prévu pour d'autres tronçons. Le contrôle des réseaux enterrés apparaît bien suivi.
Type de suites proposées : Sans suite